

**Réponse au message de M. Makoto Sano,
Président de TMMF**

Monsieur Sano,

Vous regrettez « que les organisations syndicales aient choisi ce moment où nous préparons la 850L... »

Nous n'avons pas « choisi » ce moment comme vous l'écrivez. Car ce n'est pas nous qui avons choisi ce moment où de grands groupes industriels, semblable au vôtre, annoncent une rafale de hausse de prix qui mettent de plus en plus en difficulté les salariés, les ouvriers, les employés et même les cadres.

Les grandes compagnies d'électricité, de gaz, de carburant augmentent leurs prix de 4 à 5 % par an ; le café, les pâtes, le pain augmentent de 5 % à 20 % ; les trusts de la pharmacie augmentent tous les prix des médicaments quand ils ne sont plus remboursés, les assurances augmentent fortement, les mutuelles aussi, et ce sont de grands groupe bancaires qui sont derrière.

Vous voudriez que l'on « choisisse » quel moment pour dire aux dirigeants d'entreprises comme vous : « Ce n'est plus possible, on ne peut plus joindre les deux bouts ! »

Quant faut-il vous dire « Il faut augmenter les salaires » ? En décembre 2011, quand encore plus de salariés seront en déficit bancaire, avec toutes les drames qui en résultent ? Et dans 8 mois ne trouverez-vous pas un autre prétexte pour nous dire « ce n'est pas le moment » ?

Quant est-ce le moment ? Le groupe Toyota a accumulé pendant des dizaines d'années jusqu'à 10 milliards d'euros par an de bénéfices déclarés. Avant la crise de 2008, quand les bénéfices étaient au beau fixe, nos revenus, salaires, primes et intéressement compris, étaient déjà largement en dessous de ceux de la région qui sont pourtant déjà faibles. Même les primes qui servaient de carotte se sont fortement réduites.

Vous écrivez « Je comprends, par ailleurs, le mécontentement qui s'exprime. La conjoncture n'est pas favorable. Elle pèse sur le pouvoir d'achat et rend la situation de chacun difficile... Mais l'entreprise ne peut pas régler tous les problèmes. »

Tous les problèmes, bien sûr que non ! Mais augmenter les salaires de 100 € par mois – ce que représente en net un 13^{ème} mois – ça oui, c'est à la portée de l'entreprise que vous dirigez.

Mais bien sûr les actionnaires qui vous dirigent n'envisagent pas de réduire leurs profits annuels de 4 à 5 millions d'euros, sur les 3 milliards ou plus que le groupe Toyota réalisera cette année.

Les actionnaires de Toyota ne voulaient pas non plus réduire de quelques millions les 80 à 100 millions d'euros de bénéfice que TMMF réalisait, avant qu'une grosse astuce comptable, qui consiste à réduire le prix des Yaris vendues à TME, ne mette artificiellement TMMF en déficit, pour ne même pas payer d'impôt.

Car comment voulez-vous que l'on puisse croire en votre sincérité, quand vous commandez ces magouilles comptables pour filouter le fisc, après nous avoir volé sur nos salaires, après avoir volé la santé de beaucoup d'entre nous par des cadences et des conditions de travail excessives ?

M. Sano, en tant que délégués du personnel, depuis des années, nous avons posé le problème de l'augmentation des salaires... mais ce n'était jamais le moment !

Et bien maintenant les travailleurs se défendent contre la hausse des prix par le seul moyen qui leur reste : la grève ! Et ils ont raison. Parce qu'il faut que les salaires augmentent, et un 13^{ème} mois et une prime de 1 400 euros sont vraiment légitimes.

Vous écrivez « que le conflit prend une tournure politique... »

Oui, le problème des salaires est politique, le président de la République Nicolas Sarkozy lui-même, vient de déclarer qu'il ne comprend pas que les entreprises qui distribuent des milliards de bénéfices aux actionnaires puissent dire en même temps qu'elles n'ont pas les moyens d'augmenter les salaires ! Bien sûr ce n'est que pour sa campagne électorale et il n'exigera rien des patrons de ces entreprises.

Ce problème des salaires devient politique parce que toutes les entreprises procèdent comme Toyota : Total vient d'annoncer 10 milliards de profits et ne paye même pas d'impôts en France !

Le problème des salaires est politique parce que tous les ouvriers, tous les employés, tous les cadres sont soumis depuis des années à une terrible pression sur les salaires alors que les prix augmentent fortement... Et bien il faudra que ça explose, et pas seulement chez Toyota.

C'est pour cela que les salariés de nombreuses entreprises se sont mis en grève à un moment ou un autre, pour ne parler que des dernières dans la région, Toyota Boshoku qui ont gagné, des ouvriers du bâtiment à Eiffage, des employés du commerce à Carrefour, etc.

Vous écrivez que vous restez « **ouvert au dialogue avec les organisations syndicales** »

Si la direction de l'entreprise a des propositions à faire, qu'elle n'hésite pas, nous sommes prêts à l'écouter et à en faire part au comité de grève et à l'Assemblée des grévistes.

Mais que veut dire par « ouvert au dialogue » pour vous quand tous des journalistes qui vous ont contacté écrivent dans leurs articles « *La détermination reste de mise chez Toyota. Aussi bien du côté de la direction, qui ne compte pas revenir sur les rémunérations...* ».

Vous avez-vous-même répondu le 6 avril par écrit au Maire de Valenciennes, M. Dominique Riquet, qui avait reçu une délégation de grévistes : « **Ce mouvement social qui intervient trois mois après la signature d'un accord sur les salaires met TMMF dans une situation particulièrement critique...** » « **Il apparaît donc d'autant moins opportun de rouvrir une négociation sur les salaires aussi peu de temps après avoir conclu un accord...** »

Qu'est-ce qu'une ouverture au dialogue qui commence par la fermeture de la discussion ?

Après de telles déclarations, signées de votre main, vous osez accuser les organisations syndicales de refuser le dialogue !

Qui croyez-vous tromper ? Les travailleuses et les travailleurs de l'usine ? Ils ont compris qu'on ne pouvait plus faire confiance à la hiérarchie de TMMF.

Tromper les cadres qui dirigent le personnel ? Nombreux sont ceux qui font les « com » en début de poste avec la honte de devoir lire ce qu'ils savent être des mensonges.

Vous avez convoqué les syndicats représentatifs pour un Comité d'Entreprise le mercredi 5 avril et que leur avez-vous annoncé : la suppression de journée de travail supplémentaire du samedi 7 mai ! L'occasion se présentait pourtant d'engager le dialogue comme vous l'écrivez, mais dans les faits, quand nous nous rencontrons, c'est pour faire des annonces surréalistes.

Et bien ne vous étonnez pas maintenant que les salariés de TMMF soient en grève, car ils n'ont pas d'autre choix, et nous soutenons fermement leur grève car ils ont raison.

Nous espérons simplement que la grève sera assez forte, malgré les sacrifices que beaucoup de grévistes doivent faire, pour vous obliger à ouvrir réellement le dialogue pour la mise en place d'un 13^{ème} mois de salaire et d'une prime de 1 400 euros en rattrapage de salaires trop faibles, depuis 11 ans pour certains.

Quant à votre invitation à reprendre le travail et votre assurance d'être « **bien accueillis par la hiérarchie** » qui peut y croire alors que des cadres comme M. Thierry Jacquemont peut impunément traiter les ouvriers de fainéants en plein CE ? Que seraient les profits des actionnaires, que seraient vos salaires de cadres, si les « fainéants » ne travaillaient pas très dur à longueur d'année ? Les salariés attendent d'ailleurs des excuses publiques de ce monsieur.

Les syndicats